

Cote du document: EB 2011/103/R.23/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 9 b) iii)
Date: 15 septembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République de Zambie pour le

Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Edward Heinemann
Chargé de programme de pays par intérim
téléphone: +39 06 5459 2398
courriel: e.heinemann@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent troisième session
Rome, 14-15 septembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation d'approbation	1
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

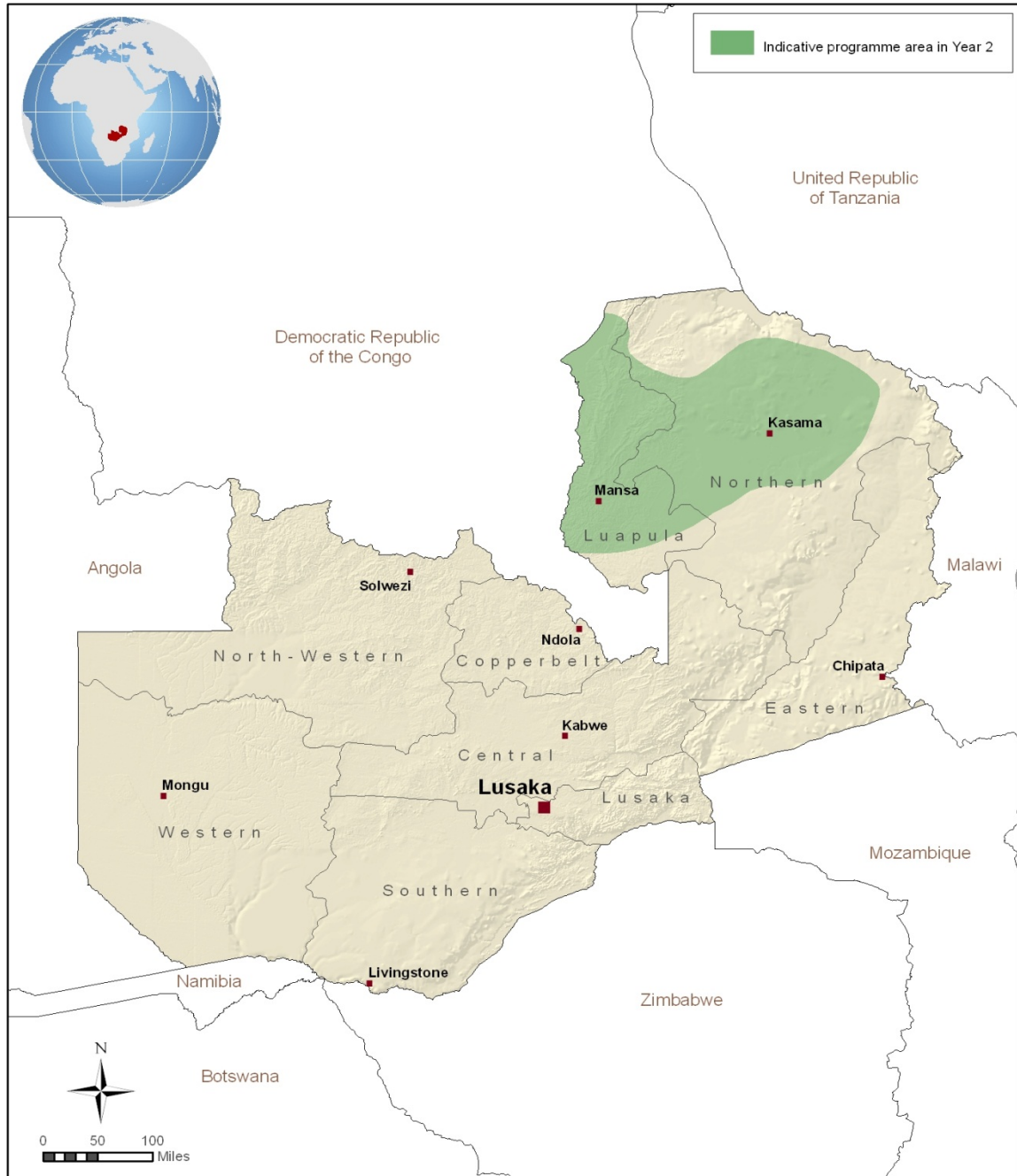
MACO	Ministère de l'agriculture et des coopératives
SAPP	Programme de promotion des petites agro-industries
UGP	Unité de gestion du programme

Carte de la zone du programme

Zambia

Smallholder Productivity Promotion Programme

Design report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de Zambie

Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de Zambie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des coopératives
Coût total du programme:	39,9 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	15,45 millions de DTS (équivalant approximativement à 24,8 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Finlande/autres
Montant du cofinancement:	7,1 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur:	6,1 millions d'USD
Contribution des districts:	0,4 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,5 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de Zambie pour le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Proposition de prêt à la République de Zambie pour le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Promouvoir la commercialisation de l'agriculture paysanne, c'est-à-dire considérer "l'agriculture comme une entreprise", est pour le Gouvernement zambien un élément clé de la politique de développement agricole. Le Programme de promotion des petites agro-industries (SAPP) financé par le FIDA, après son approbation en 2009, soutient le développement de filières cruciales pour les petits exploitants agricoles pauvres tout en renforçant leurs capacités à participer à ces filières. Le programme proposé – Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants – sera complémentaire du SAPP en augmentant la productivité agricole des petits paysans du nord de la Zambie, afin de leur permettre de tirer parti des possibilités offertes par les marchés émergents et d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de leurs familles.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de Zambie un prêt d'un montant de 15,45 millions de DTS (équivalant approximativement à 24,8 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République de Zambie au titre du SAFP est de 25,4 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012. Le programme utilisera 24,8 millions d'USD de cette allocation. Le montant restant – 0,6 million d'USD – permettra de financer des activités dans le domaine de l'innovation et de la gestion des savoirs, en utilisant les ressources provenant d'un don-pays.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le cadre de dépenses à moyen terme de la Zambie est un plan de trois ans à horizon mobile: durant la période 2011-2013, 29% environ du budget national sera consacré aux "affaires économiques", qui incluent le secteur agricole; en 2012, environ 300 millions d'USD seront spécifiquement attribués au secteur agricole. Tous les projets soutenus par le FIDA en Zambie sont inscrits au budget et cohérents avec le cadre de dépenses à moyen terme.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. Il n'y a pas de dispositif d'approche sectorielle pour l'agriculture en Zambie. Il existe cependant dans ce domaine un Groupe des partenaires coopérants qui se réunit régulièrement, et dont le FIDA est un membre actif.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. La Zambie a bénéficié d'un allègement de la dette au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE) et au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale début 2006. Son ratio dette extérieure/PIB est ainsi passé de 86% en 2005 à 9% en 2006. Selon la dernière analyse de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international concernant le niveau d'endettement tolérable (2009), le risque de surendettement extérieur reste faible en Zambie pour la période 2009-2029.

Flux de fonds

7. Les fonds en provenance du FIDA et de la Finlande seront déposés sur un compte ouvert à cet effet auprès de la Banque de réserve de Zambie et libellé en dollars des États-Unis. Ce compte alimentera un compte d'opérations libellé en kwacha, qui sera utilisé pour payer les contractants, les fournisseurs et les prestataires de services, ainsi que pour alimenter les comptes du programme au niveau provincial.

Modalités de supervision

8. Le programme sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du prêt du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) le recrutement d'un expert en passation de marchés et contrats et d'un expert en gestion financière; ii) des comptes de programme séparés, des mesures de sauvegarde financière au niveau provincial, avec un audit interne et externe de ces différents comptes; iii) l'élaboration d'une stratégie de promotion de la gouvernance et de lutte contre la corruption au démarrage du programme; iv) des mécanismes permettant aux communautés et aux groupes ruraux de signaler tout acte de corruption; v) des campagnes de sensibilisation pour garantir la transparence et une large participation à la planification et au suivi du programme; et vi) un examen préalable par le FIDA des principales passations de marchés et supervision directe par le Fonds.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. Le groupe cible du programme comprend quelque 60 000 ménages de petits paysans (la superficie cultivée des exploitations ne dépasse pas cinq hectares) qui se sont déjà organisés en groupes et/ou en coopératives ou sont désireux de le faire. Au moins 80% d'entre eux vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Beaucoup consacrent déjà une partie de leur système agricole à une production axée sur le marché, alors que d'autres pratiquent encore une agriculture de semi-subsistance, produisant essentiellement des cultures vivrières dont ils vendent le surplus à l'occasion. Ce groupe cible compte plus de 50% d'agricultrices.

Méthode de ciblage

12. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, la méthode de ciblage suivie comprend: i) un ciblage géographique: choix de districts qui constituent d'importantes zones de production pour le manioc et la culture mixte haricot/arachide, et offrent des débouchés commerciaux accessibles à nombre de petits exploitants pauvres; et ii) un autociblage, en direction des petits exploitants

qui se sont déjà organisés en groupements ou qui veulent et peuvent le faire. Un ciblage sexospécifique proactif sera intégré dans une stratégie pour l'égalité des sexes.

Participation

13. Le programme s'attachera à autonomiser les groupes de producteurs et à leur permettre de mieux exposer leurs besoins en matière de vulgarisation et autres prestations de services. Il favorisera également la participation de ces groupes à la hiérarchisation et à la planification des activités de recherche et de vulgarisation, à l'établissement d'un ordre de priorité dans les investissements agricoles locaux, ainsi qu'à l'examen des progrès accomplis.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. Le programme vise à améliorer de manière durable les niveaux de revenus ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages d'exploitants agricoles pauvres dans les régions ciblées. Son objectif de développement pour ce faire est d'accroître durablement la production, la productivité et les ventes des petits exploitants agricoles.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. Le programme appuiera les efforts du Ministère de l'agriculture et des coopératives (MACO) afin qu'il puisse: i) axer sa recherche sur des problèmes prioritaires pour les petits paysans du nord de la Zambie; ii) renforcer les liens entre la vulgarisation et la recherche agricoles; iii) adapter de manière appropriée son approche de la vulgarisation; iv) coordonner les initiatives extérieures financées par des donateurs, en tirer les leçons et intégrer leurs caractéristiques concluantes dans son approche; v) renforcer ses capacités en matière de planification, de gestion et de fourniture de services aux agriculteurs; et vi) établir des approches pour sous-traiter à des acteurs non gouvernementaux la promotion, la réglementation et la supervision des prestations de services.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Le programme contribuera à la réalisation de l'objectif général du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Les activités du programme s'accordent avec les objectifs stratégiques qui étaient le cadre, et sont cohérentes avec ses domaines d'intérêt thématique et les huit principes d'action correspondants. Il répond également directement au deuxième objectif de l'avant-projet du programme d'options stratégiques 2011-2015 pour la Zambie (COSOP), qui est d'accroître l'accès aux technologies et aux services ainsi que leur utilisation pour renforcer la productivité, la durabilité et les capacités d'adaptation des systèmes de production des petits exploitants.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Le programme appuiera la Politique nationale agricole du gouvernement pour 2004-2015, dont les grandes lignes sont l'augmentation de la production, la libéralisation du secteur, la commercialisation, la promotion des partenariats public-privé et la fourniture de services efficaces qui garantiront une croissance agricole durable. Le programme est en harmonie avec le sixième Plan national de développement 2011-2015 ainsi qu'avec l'accord que la Zambie a signé en début d'année dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.

Harmonisation avec les partenaires de développement

18. Le FIDA a approuvé la stratégie commune d'aide en faveur de la Zambie (2007); il est membre de l'équipe de pays des Nations Unies et participe activement au Groupe des partenaires coopérants pour l'agriculture. Le programme sera cofinancé par le

Gouvernement finlandais et collaborera en particulier avec le Programme pour le développement agricole et rural dans la province de Luapula, financé par la Finlande, ainsi qu'avec le Programme d'amélioration de la performance du secteur agricole, financé par l'Union européenne. Il sera également étroitement lié au SAPP, par le biais d'un ensemble de mécanismes opérationnels spécifiques.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le programme comprend deux composantes: i) une croissance durable de la productivité des petits exploitants pour contribuer au renforcement des organisations paysannes et de leurs fédérations, à l'émergence de systèmes de vulgarisation participatifs et pluralistes ainsi qu'à la recherche-développement agricole; et ii) un environnement favorable à la croissance de la productivité pour financer des investissements agricoles au niveau local et appuyer le cadre d'élaboration des politiques et de planification. Il inclut également la gestion et le suivi-évaluation du programme.

Catégories de dépenses

20. Les catégories de dépenses sont au nombre de cinq: i) équipement et matériel (17%); ii) travaux de génie civil (1%); iii) investissements agricoles locaux (26%); iv) services, assistance technique et études (37%); et v) formation et ateliers (19%). Sont inclus dans ces dépenses les coûts récurrents qui sont d'environ 11%.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Le principal partenaire d'exécution sera le MACO en tant qu'organisme chef de file du programme. Des partenariats sont également envisagés avec: i) d'autres programmes et initiatives appuyés par le gouvernement et/ou des donateurs; ii) des initiatives privées/non gouvernementales (partenariats public-privé) ciblant les petits producteurs; iii) des organisations de recherche nationales et internationales qui peuvent travailler ensemble au développement de technologies appropriées; et iv) diverses organisations paysannes aux niveaux national et local.

Responsabilités en matière d'exécution

22. Une unité de gestion du programme (UGP), sous l'autorité du Directeur du Département politique et planification du MACO et sous l'égide d'un comité directeur plurilatéral du programme déjà existant, sera responsable de la coordination des activités du programme. Le MACO aura la responsabilité globale de l'exécution du programme à l'échelon du pays, des provinces et des districts. Des prestations de services aux petits producteurs seront également confiées par contrat à des organisations non gouvernementales et à des entreprises privées.

Rôle de l'assistance technique

23. Le personnel de l'UGP comprendra des assistants techniques recrutés localement, avec des experts pour les domaines essentiels que sont la gestion et les aspects techniques. Il sera basé soit à Lusaka, pour renforcer la collaboration avec le MACO, le SAPP et d'autres partenaires de développement, soit dans les provinces de la zone d'intervention du programme.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Un manuel d'exécution du programme définira les procédures opérationnelles et guidera la réalisation des activités. Des accords spécifiques avec les partenaires et les contractants seront établis au cours de la mise en œuvre du programme. Ils seront finalisés par l'UGP.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du programme est de 39,9 millions d'USD sur sept ans. Les sources de financement sont prévues comme suit: le FIDA (62%); la Finlande (18%); le gouvernement (15%); les bénéficiaires (4%); et les districts (1%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

26. Quelque 60 000 ménages de petits producteurs devraient bénéficier directement du programme. L'amélioration des technologies et pratiques agricoles, associée à un renforcement des infrastructures agricoles locales, devrait en effet entraîner une augmentation des revenus et une plus grande sécurité alimentaire. On estime par ailleurs que des ménages situés en dehors de la zone du programme peuvent bénéficier indirectement de la diffusion des technologies agricoles développées dans le cadre du programme.

Viabilité économique et financière

27. Les bénéfices financiers et économiques associés au programme proviendront d'un accroissement substantiel de la production de manioc, de haricot/d'arachide et de riz. Il s'ensuivra pour les ménages une augmentation de 300% de leurs revenus nets et, pour le programme, un taux global de rentabilité économique interne de 14%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Les connaissances générées seront identifiées, analysées et consignées pour permettre au programme de répondre à l'évolution des situations et d'avoir ainsi un impact plus grand sur le développement. Les leçons et l'expérience qui se feront jour viendront également étayer le renforcement des capacités et des institutions, et soutenir des réformes politiques fondées sur l'observation des faits. La mise en place d'un système de gestion des savoirs, dont le spécialiste du suivi-évaluation aura la responsabilité, impliquera: i) la conception d'un système de suivi et de documentation approprié, et de dispositions institutionnelles adaptées; ii) le suivi-évaluation et la documentation; iii) la gestion de l'information; iv) la communication; et v) une prise de décision et une concertation sur les politiques fondées sur les savoirs.

Innovations en matière de développement

29. Le programme favorisera les innovations tant institutionnelles que technologiques. Les activités de recherche développeront des variétés améliorées et des équipements appropriés, et adapteront les techniques de l'agriculture de conservation aux conditions agroécologiques et aux systèmes de culture du nord de la Zambie. Les activités de vulgarisation stimuleront la demande du marché plutôt que la fourniture de technologies, comme base de l'appui à la production au niveau de l'exploitation, et aideront le Gouvernement zambien à établir des partenariats et des arrangements contractuels avec le secteur privé et la société civile pour la prestation des services agricoles.

Approche d'élargissement

30. Le programme reproduira à plus grande échelle les méthodologies et approches de la vulgarisation qui sont déjà probantes au niveau local. Ses expériences à ce niveau, ainsi que celles avec les partenariats public-privé et les contrats pour la prestation de services agricoles, seront autant d'enseignements qui pourront être transposés au niveau national.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le programme est confronté à deux risques principaux: i) la faiblesse persistante des marchés de produits dans la zone du programme et l'absence consécutive d'incitations à la production; et ii) la capacité d'exécution et de gestion limitée du MACO. Les mesures d'atténuation prévoient notamment: i) l'établissement de liens opérationnels étroits entre le programme et le SAPP; et ii) le soutien fourni par le biais de l'UGP, le renforcement des capacités du personnel du MACO, et la supervision et l'appui à l'exécution régulièrement assurés par le FIDA.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'effet néfaste notable sur l'environnement.

K. Durabilité

33. L'engagement accru des petits exploitants sur les marchés agricoles devrait maintenir la productivité agricole à la hausse. Les petits exploitants seront également mieux organisés et mieux armés pour exiger des services d'appui de qualité et pour établir des liens avec les prestataires, que ces services soient publics, privés ou fournis par les agriculteurs eux-mêmes.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République de Zambie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République de Zambie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Zambie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quinze millions quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (15 450 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Smallholder Productivity Promotion Programme"

(Negotiations concluded on 8 September 2011)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Programme Title: Smallholder Productivity Promotion Programme (the "the Programme")

The Republic of Zambia (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenant (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provision identified in Section E paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.
4. The Grant shall be provided from the proceeds of supplementary funds provided to the Fund by the Republic of Finland.

Section B

1.
 - A. The amount of the Loan is SDR 15.45 million
 - B. The amount of the Grant is Euro 4.787 million.
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December.

6. There shall be an Operations Account for the benefit of the Programme Management Unit in a Commercial Bank.

7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing in the form of exemptions for the Programme to cover all duties and taxes in the amount of approximately US\$ 6.1 million.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Cooperatives (MACO).

2. Additional Programme Parties include but are not limited to service providers and institutions mentioned in Schedule 1.

3. The Programme Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan and Grant will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement: the Programme Manager shall have been removed from the Programme without the prior concurrence of the Fund.

2. The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: the Borrower/Recipient shall have opened an account designated for the purpose of receiving advance withdrawals from the Loan and Grant Accounts denominated in US dollars in a bank acceptable to the Fund.

3. The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal: disbursement under sub-component 2.1 will commence only once operational procedures for the identification, design, approval and management of Local Agricultural Investments satisfactory to the Fund have been approved.

4. As an exception to Section 4.01 of the General Conditions, amounts shall be credited to the Grant Account only when they have been received from the Republic of Finland.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

Kanayo F. Nwanze
President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

Situmbeko Musokotwane
Minister of Finance and
National Planning
PO Box 50062
Chimanga Road
Lusaka, Zambia

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower/Recipient

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme shall benefit 60,000 smallholder farming families in three provinces of Zambia (the "Programme Area").
2. *Goal.* The goal of the Programme is that income levels, food and nutrition security are sustainably improved for poor agricultural households in the target areas.
3. *Objectives.* The objectives of the Programme are that the crop production, productivity and sales of smallholder farmers in the target areas are sustainably increased.
4. *Components.* The Programme shall consist of the following Components:

i. Sustainable smallholder productivity growth

Sub-component 1.1: Strengthening farmer organizations and their federations, which seeks to strengthen membership-based farmers associations and cooperatives, and their federations at camp and district level, to improve and diversify the offer of services to farmers;

Sub-component 1.2: Pluralistic participatory extension systems, which aims to improve the access, quality and sustainability of advisory services available to smallholders in the target areas

Sub-component 1.3: Agricultural research for development, to complement on-going initiatives to strengthen strategic on-station and on-farm research capacities and so broaden the technology options for increased smallholder productivity.

ii. Enabling environment for productivity growth

Sub-component 2.1: Local agricultural investments, which should improve access to markets, increase labour productivity, reduce post-harvest losses, improve land and water management, or facilitate access to knowledge

Sub-component 2.2: Support to the policy and planning framework, supporting MACO's Policy and Planning Department to manage flows of information and communication and undertake policy reviews, and providing opportunities to learn from relevant experience

Sub-component 2.3: Programme management, monitoring and evaluation.

II. Implementation Arrangements

5. The Programme shall be overseen by a Programme Steering Committee (PSC), managed by a Programme Management Unit (PMU), and implemented by MACO and a variety of non-government partners and service providers.
6. The same PSC that has already been established for the Smallholder Agribusiness Promotion Programme (SAPP) will provide overall policy and and technical direction and guidance to the Programme. Chaired by the Permanent Secretary MACO, it includes representatives of the relevant MACO departments; Ministry of Finance and National Planning (MFNP); Ministry of Commerce, Trade and Industry (MCTI); Ministry of Local Government and Housing (MLGH); Farmers Organizations (such as the Zambia National

Farmers Union, ZNFU) and Industry Organizations (such as the Cassava Sub-sector Committee), relevant to the selected commodities or sectors. Its main responsibilities shall include: (a) to review and approve the annual work plan and budget, large agricultural investments proposed for financing under the programme, progress reports, the annual financial statements and the external auditor's report; (b) to provide policy and strategic guidance to the PMU and implementing agencies (within and outside government); (c) to monitor implementation progress and impact; and (d) to make specific recommendations for follow-up, which the Programme Management Unit (PMU) shall be accountable for delivering. The PSC shall meet at least quarterly.

7. MACO, and specifically its Policy and Planning Department (PPD), shall be the Lead Programme Agency. This role shall involve: (a) taking overall implementation responsibility; (b) convening the PSC; (c) managing changes in Programme direction; (d) chairing the Country Programme Management Team (established as the Programme Development Group during the design phase), to offer a platform for technical advice, guidance and knowledge management, and provide an opportunity for the PMU to engage with key ministries, representatives of farmers' organizations and the private sector; (e) recruiting the staff of the PMU; and (f) ensuring coordination with other on-going Development Partner support in the sector.

8. A dedicated PMU, located within PPD, shall be responsible for managing the Programme. It shall be led by a Programme Manager who shall report to the Director PPD, and shall include a Financial Management Specialist; a Procurement and Contracts Specialist; a Planning, Monitoring and Evaluation/Knowledge Management/Communication Specialist; a Research for Development Specialist; an Extension Methodology Specialist; one Facilitator in each of the three Programme provinces; and a Local Agricultural Investments Manager. The PMU staff shall be appointed by MACO, subject to prior approval by the Fund, for an initial two-year period with possibility of renewal subject to satisfactory performance evaluation by MACO and the Fund. All staff shall be recruited through a competitive process conducted in accordance with procurement guidelines, with posts open to qualified candidates from the public and private sector. If a civil servant is selected, he/she must either resign or obtain a leave without pay from the Government and be hired on a contract basis through direct recruitment following open competition procedures. Employment contracts should include a clause enabling termination due to unsatisfactory performance.

9. The PMU will draw on management procedures that will be documented in a Programme Implementation Manual (PIM). A complete draft of the PIM shall be prepared prior to Programme start-up, and it will be finalised by the PMU during the first quarter of Programme Year 1. Among other things, the PIM shall define the criteria for selecting the districts and camps to be covered under the programme (which are then reflected in the AWPBs); it shall include detailed operational guidelines and procedures for the Local Agricultural Investments; and it shall also include a gender strategy, which defines the operational measures to be taken to promote gender mainstreaming and women's empowerment under the programme.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage (All amounts net of taxes)
I. Equipment and material	2 390 000	753 000	100%
II. Civil works	180 000	57 000	100%
III. Grant Financing for Local Agricultural Investments	3 370 000	1 063 000	100% net of contribution by beneficiaries and districts
IV. Services: TA and studies	5 205 000	1 641 000	100%
V. Training and workshops	3 180 000	1 002 000	100%
Unallocated	1 125 000	271 000	
TOTAL	15 450 000	4 787 000	

2. *Apportionment of Expenditures.* Eligible expenditures in categories I to V shall be apportioned pro rata between the Loan and the Grant amounts allocated above.

3. *Definition.* "Unallocated" means proceeds retained to cover physical and price contingencies.

4. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs (in Categories I, IV and V) incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of SDR 500 000.

5. *Grant Account.* Withdrawals may be made from the Grant Account only to the extent that funds have been received by the Fund. If at any time the amounts available in the Grant Account are not adequate to implement the Programme in accordance with the Table above, the Fund shall reallocate and reduce the amounts in the Table in accordance with Section 4.07 of the General Conditions as required.

Schedule 3*Special Covenant*

1. *Tax Exemption.* The Borrower/Recipient shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Loan and Grant from all taxes. Any taxes which the Programme is nonetheless obliged to pay shall be promptly reimbursed by the Borrower/Recipient.

Key reference documents

Country reference documents

Zambia Comprehensive Africa Agriculture Development Programme Compact to support the successful implementation of The National Agricultural Policy and the vision 2030 through National Development Plans, January 2011

Sixth National Development Plan, 2011-2015 "Sustained Economic Growth and Poverty Reduction" January 2011

National Agricultural Policy (2004 – 2015), Ministry Of Agriculture And Co-Operatives, October 2004

2011- 2013 Medium Term Expenditure Framework And The 2011 Budget; Green Paper, Ministry of Finance and National Planning, August 2010

Poverty Trends Report, 1996-2006, Central Statistical Office, July 2010

Taxation in Zambia: An Overview; Zambia Revenue Authority, 2009

Oecd-Dac Jv For Procurement, Country Pilot Programme Zambia "Assessment Of Public Procurement System"; Zambia National Tender Board 2007

IFAD reference documents

S3P project design report (PDR) and key files

SAPP PDR and key files

Draft COSOP, 2011-2015

Draft Programme Completion Report Validation, Smallholder Enterprise and Marketing Programme, December 2010, Independent Office of Evaluation

Forestry Resource Management Project, Project Completion Report, Ministry of Tourism, Environment and Natural Resources, 2008

Other miscellaneous reference documents

Capacity of the Ministry of Agriculture and Cooperatives (MACO) and the Ministry of Livestock and Fisheries (MLF) and their Provincial and District structures in Luapula - *Final Draft Report*; Tim Cammack & Dan Nicolau, for FCG Finnish Consulting Group, 28th February 2010

2009 In-Depth Vulnerability and Needs Technical Assessment Report, The Zambia Vulnerability Assessment Committee, June 2009

Agriculture Support Programme 2003 – 2008 End of Programme Report; Ramboll / SIDA Programme for Luapula Agriculture and Rural Development, Project completion Report, February 2011

Programme For Luapula Agricultural And Rural Development, Programme Document Phase II 2011 – 2015, September 2010

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification	Assumptions
GOAL: Income levels and food and nutrition security sustainably improved for poor agricultural households in project area	Up to 48,000 smallholder farmers (80% of direct beneficiaries) achieve at least one of: increase in HH asset ownership; increase in HH savings; reduction in prevalence of child malnutrition; reduction in food insecurity.	RIMS; baseline, and completion surveys; Zambia Central Statistical Office	
DEVELOPMENT OBJECTIVE: Production, productivity and sales of smallholder farmers in target areas sustainably increased	Yields of selected crops of 30,000 farmers increased >30%; quantities of selected crops marketed by 40,000 smallholder HHs increased >20%; vulnerability to climatic variation of 10,000 farms reduced.	MACO/CSO surveys; baseline and end- of programme surveys.	Stable prices; effective targeting includes poorer households
OUTCOMES			
Component 1: Sustainable Smallholder Productivity Growth			
Targeted smallholder farmer groups and organizations informed, organized and empowered to respond to market and agricultural development opportunities	20,000 farmers (M/F) actively involved in farmer groups, cooperatives, etc; 100 farmer groups linked to financial service providers; 30% of leadership positions held by women	MACO M&E data; S3P reports, surveys and impact assessments studies; ZARI reports	Agricultural technologies offer opportunities to sustainably increase production and productivity.
Smallholders in target areas have improved access to more pertinent and effective advisory services delivered by MACO and/or private sector.	80% farmers participating in PEA/FFS-type groups satisfied with advisory services; 80% FFS participants adopting improved seed, planting material and/or cultural practices; 5 public-private partnerships established in target areas.	MACO M&E data; S3P reports, surveys and impact assessments studies; ZARI reports	SAPP operating effectively and successfully on key agricultural value chains
Agricultural research and seed multiplication services respond to farmer needs, with: improved crop varieties, land and crop management practices, and labour saving tools/equipment.	45,000 farmers adopting improved crop varieties; 30,000 farmers adopting conservation agriculture, agro-forestry and/or improved cropping practices; 5,000 farmers and their families adopting labour saving equipment.	MACO/CSO surveys; baseline and end- of programme surveys; ZARI and SCCI reports	Research - extension link operational
Component 2: Enabling Environment for Productivity Growth.			
Improved agricultural and rural infrastructure and improved access to productivity enhancing works/equipment.	40 operational district-level agricultural investments; 350 operational community-level agricultural investments; 500 group-level agricultural investments.	S3P annual reports; SNDP reports	Districts, communities and groups willing/able to co-finance agricultural investments.
Improved public policy and planning environment for sustainable productivity growth and expanded farmer integration in agricultural markets	3 changes in policies resulting from policy reviews and studies, related workshops and lessons learning visits.	Policy reviews and studies	Policy processes driven by technical as well as political considerations
Effective implementation capacity, knowledge management, programme coordination, results measurement and reporting.	Unqualified financial and technical audits; timeliness and adequacy of annual work plans, budgets and reports; disbursement rate < 10% variance from profile	Audit reports; S3P periodic reports	PMU adequately staffed and supported